

et les dépenses, à l'accroissement de la population, à la diminution du coût de la vie et à l'amélioration de la situation des habitants en général en raison de la plus-value constamment acquise par les biens-fonds qu'ils possèdent. En outre, il y a cette question qui se présentera encore longtemps à tous les Canadiens: Notre grande entreprise de chemin de fer nationaux fait-elle des progrès ou non?

Examinons un peu quelques-uns de ces facteurs importants, afin de savoir si oui ou non le Canada a fait de notables progrès en 1924. Quand on considère que le total du commerce extérieur du Canada, exportations et importations, est inférieur de 48 millions et demi à celui de la période correspondante il y a un an, il est difficile de considérer cela comme un signe de progrès notable. Quant aux revenus de l'Etat, la *Gazette du Canada*, journal officiel du gouvernement, indiquait il y a quelques jours, que les revenus des dix derniers mois accusent une diminution de \$50,750,000 sur la même période, l'année précédente. Nous avons donc lieu de croire que pour les douze mois de l'exercice, la différence atteindra 60 millions de dollars. Si la nation, à l'exemple d'une entreprise privée, pouvait, à mesure que ses revenus baissent, diminuer ses dépenses dans une proportion égale, afin d'obtenir le même résultat net à la fin de l'exercice, on pourrait dire au moins qu'on tient bon. Mais le document officiel montre que les dépenses n'ont diminué que de \$429,000, de sorte qu'avec une économie de \$429,000 dans les dépenses et une perte de \$50,000,000 dans les revenus, on n'a guère raison de dire que 1924 a été une année prospère.

Il est possible que notre population ait augmenté. Si le fardeau que le peuple a à supporter se repartit sur un nombre d'individus croissant d'année en année, alors la part de chacun se trouve proportionnellement allégée. Qu'est-ce qui s'est passé en 1924, à ce sujet? Le bureau de la statistique, qui est rattaché au ministère du commerce, indique, dans son rapport, que, durant l'exercice financier se terminant en avril 1924, ce qui vaut encore mieux pour le Gouvernement, il est venu de l'étranger au Canada 148,560 personnes classées comme immigrants. Or, les autorités américaines nous disent dans leurs rapports officiels que, durant la même période ou à peu près la même, 181,973 personnes ont émigré du Canada aux Etats-Unis. En d'autres termes, il est parti 33,000 personnes de plus qu'il n'en est venu et nous avons dépensé, pour l'immigration, comme en font foi les comptes publics distribués ce matin, la somme de \$3,482,000 pendant ces douze mois. Cela nous a donc coûté trois millions et demi pour aboutir à une diminution de population.

L'honorable G.-D. ROBERTSON.

On ne peut guère appeler cela un signe de prospérité ni d'avancement. Il est possible toutefois que les gens qui sont ici aient prospéré, que la valeur de votre maison, de votre commerce, de votre ferme, ait augmenté sensiblement durant l'année passée. L'intéressé est le seul à le savoir; mais cela m'étonnerait beaucoup si, d'une façon générale, ces valeurs n'avaient pas diminué plutôt qu'augmenté.

Environ 50 p. 100 des habitants de ces pays sont soit des salariés soit des personnes à la charge de salariés. Ils ont à compter sur l'occasion qu'on peut leur fournir de gagner leur vie.

A ce propos, nous voyons que même à la fin de juillet et au commencement d'août, c'est-à-dire la période estivale, le gouvernement fédéral a jugé nécessaire de convoquer pour le 3 septembre une conférence sur le chômage, pour étudier, de concert avec les représentants des municipalités et des provinces, les mesures à prendre pour remédier au chômage qui existait alors et qui promettait de s'aggraver à mesure que l'année avancerait. Il me semble que si le pays avait été prospère et que tout allât si bien et si régulièrement, c'était plutôt extraordinaire de prévoir, au beau milieu de l'été, une situation devant nécessiter la convocation d'une pareille conférence. Je n'importunerai pas le Sénat avec une analyse détaillée de la situation actuelle, mais je dis qu'elle est grave et que nous ne cessons, depuis dix jours, d'en avoir des preuves. Par conséquent, avec l'exode de 181,000 des nôtres en une seule année, avec le chômage qui est encore plus grave qu'il ne l'était il y a un an, on ne peut pas dire que le pays soit prospère ou qu'il ait fait des progrès pendant l'année. Non seulement il y a un grand nombre d'ouvriers sans travail, mais ceux qui sont occupés ont, dans beaucoup de cas, été obligés d'accepter des salaires moindres, parce que les employeurs ne pouvaient pas payer plus ou que les industries ne pouvaient pas supporter des frais plus élevés.

La faculté du consommateur d'acheter même les articles nécessaires à l'existence se ressent souvent de tout cela. On a dit au public, il y a un an, que les réductions et modifications apportées au tarif douanier allaient faire baisser les prix des instruments de production et des vivres, ce qui amènerait une réduction du coût de la vie pour le consommateur. Des milliers, que dis-je, des centaines de milliers de gens qui, dans ce pays, sentaient le fardeau de la cherté de la vie, comptèrent sur l'application de ce remède universel. Quel a été le résultat? Dans le courant de l'année, la vie a renchéri, d'après les rapports officiels du département du Travail et du Bureau de